

BULLETIN POLITIQUE N°1

Décembre 2022

Priorités stratégiques pour renforcer l'engagement dans le cadre mondial de gouvernance de la biodiversité : enseignements tirés de l'IPBES-9

Résumé

Cette note d'orientation présente les principales conclusions de la neuvième session plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES-9), qui s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 3 au 9 juillet 2022. Elle s'appuie sur les résultats de la session et les points de vue recueillis auprès des points focaux nationaux (PFN) et des délégués africains. Son objectif principal est de proposer des voies stratégiques pour maximiser les contributions du continent aux processus de l'IPBES et garantir que les évaluations mondiales soutiennent efficacement les objectifs de développement durable de l'Afrique.

Les parties prenantes africaines ont démontré un engagement significatif envers les évaluations clés adoptées lors de la 9e session de l'IPBES, en particulier l'évaluation thématique sur **l'utilisation durable des espèces sauvages** et l'évaluation méthodologique **des multiples valeurs de la nature**. Les délégués ont souligné la nécessité cruciale d'accéder immédiatement à ces conclusions et de les intégrer efficacement dans les cadres politiques nationaux. La stratégie future doit se concentrer sur le renforcement ciblé des capacités, l'amélioration de la représentation, la simplification de la communication et l'inclusivité des politiques.

Messages clés

La stratégie globale issue des discussions de l'IPBES-9 et des perspectives régionales s'articule autour de trois messages clés :

1. Renforcer les capacités et la représentation dans les travaux et les processus de l'IPBES.
2. Améliorer la communication et l'accessibilité aux évaluations et aux produits de l'IPBES.
3. Tirer parti des évaluations de l'IPBES pour préserver la biodiversité en Afrique et catalyser la réalisation des objectifs de développement socio-économique.

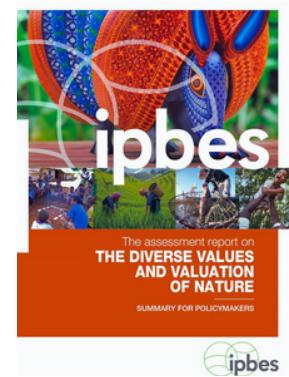
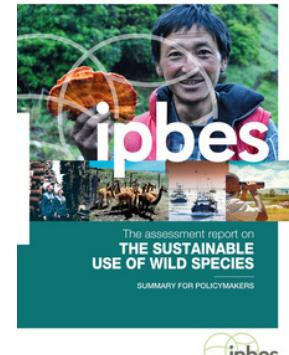


Contexte

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a été créée en 2012 afin de renforcer le lien entre la science et les politiques en matière de conservation de la biodiversité. L'IPBES fournit des évaluations, des outils et des recommandations qui éclairent la prise de décisions fondées sur des données probantes afin d'inverser et d'enrayer la perte de biodiversité et de promouvoir le développement durable. Lors de la 9e session de l'IPBES, deux évaluations historiques ont été adoptées. Ces évaluations proposent des pistes pour concilier la conservation et le progrès socio-économique, en favorisant un avenir juste et durable. Les délégués africains se félicitent du résumé à l'intention des décideurs politiques (SPM) pour ces deux évaluations.

- **Utilisation durable des espèces sauvages :** souligne la nécessité d'une gestion efficace des ressources grâce à des politiques inclusives qui impliquent les communautés locales. Cela est essentiel car les régimes de gestion des ressources ont souvent exclu les populations locales. L'évaluation préconise la reconnaissance des mécanismes coutumiers d'utilisation durable et de conservation. Elle souligne que le monde doit reconnaître les droits coutumiers qui permettent aux communautés de pratiquer et d'exprimer librement leur engagement en faveur de la protection de la biodiversité. Cependant, les délégués ont noté que l'un des principaux facteurs de l'utilisation non durable, à savoir le commerce illégal d'espèces sauvages, n'était pas suffisamment pris en compte dans le rapport, ce qui nécessite d'accorder une attention particulière à des questions telles que les facteurs du braconnage dans les travaux futurs.
- **Évaluation des valeurs :** fournit un cadre pratique pour intégrer plusieurs perspectives dans la prise de décision. L'évaluation fournit des conseils sur les moyens de concilier une bonne qualité de vie avec celle de la vie sur Terre. Les divers systèmes naturels africains fournissent des services essentiels, notamment l'approvisionnement en eau et en nourriture, la régulation du climat et le patrimoine culturel, mais ces valeurs sont souvent sous-représentées dans les cadres politiques, ce qui compromet les efforts de développement durable.

La plénière a également approuvé le rapport préliminaire sur l'évaluation de l'impact et de la dépendance des entreprises à l'égard de la biodiversité. Ce sujet est considéré comme très important pour le continent, en particulier pour les pays qui dépendent du capital naturel.



IPBES Utilisation durable des espèces sauvages et évaluation des valeurs - Quels avantages pour l'Afrique?

Ces évaluations fournissent des orientations essentielles, fondées sur des données probantes, qui concernent directement l'Afrique, où la biodiversité est à la base de plus de 60 % des moyens de subsistance et assure la sécurité alimentaire de plus de 50 millions de personnes en Afrique subsaharienne. **L'évaluation de l'utilisation durable** a été jugée très importante pour l'Afrique et très pertinente dans le contexte régional. Les espèces sauvages sont fondamentales pour l'existence humaine, car elles constituent une part importante de l'alimentation, de la médecine et de la spiritualité. Les activités économiques telles que l'exploitation forestière à petite échelle et la récolte de bois de chauffage sont importantes sur tout le continent. L'évaluation fournit des orientations sur les pratiques, les politiques et les systèmes de gouvernance visant à améliorer la durabilité de l'utilisation des espèces sauvages. Cela est crucial car l'utilisation non durable, aggravée par la faiblesse des structures de gouvernance, met en péril les écosystèmes et les moyens de subsistance.

L'évaluation des valeurs offre un cadre pratique pour intégrer les multiples valeurs de la nature dans les politiques, en veillant à ce que les efforts de conservation soient alignés sur les besoins et les perspectives de toutes les parties prenantes. Le langage du SPM doit être clarifié afin de faciliter son adoption par les décideurs qui peuvent être inexpérimentés en matière d'évaluation de la nature.

L'Afrique étant confrontée à des problèmes urgents, notamment une population croissante dépendante de la biodiversité, il a toutefois été demandé d'accorder une attention particulière à l'interdépendance entre le bien-être humain, le bien-être animal et la réduction des zoonoses dans les futures recherches et discussions politiques.

Messages clés

Priorités stratégiques pour un engagement renforcé

Si le Groupe africain a confirmé son intention d'adopter ces évaluations, leur intégration réussie nécessite de remédier aux contraintes persistantes liées à la capacité financière limitée, aux déficits de représentation et aux lacunes cruciales en matière de connaissances.

A1. Contraintes financières et représentation dans les processus de l'IPBES :

La participation des délégations africaines à la plénière de l'IPBES reste limitée par des obstacles financiers et logistiques systémiques. Le faible soutien financier restreint considérablement la taille des délégations. De nombreux pays ont envoyé un nombre limité de délégués (souvent deux, voire un seul représentant), ce qui les a empêchés d'assister simultanément aux groupes de travail essentiels (GT 1, GT 2) et aux réunions budgétaires. Ce manque de personnel empêche une participation pleine et entière et réduit la portée des contributions africaines au processus décisionnel. Par conséquent, les gouvernements et les partenaires collaborateurs sont encouragés à accroître leur soutien financier afin de permettre une plus grande participation d'experts, l'idéal étant d'assurer au moins deux délégués par pays, ce qui permettrait une participation simultanée à toutes les négociations parallèles.

A2. Besoins en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités

La nécessité de mieux faire prendre conscience de l'importance d'une telle participation (afin que le gouvernement comprenne la valeur de la participation) a été soulignée. En outre, la nécessité de renforcer les programmes de renforcement des capacités des points focaux nationaux (PFN) et des experts nationaux a été constamment soulignée, afin de contribuer efficacement à la prise de décision. Par exemple, certains délégués ont déclaré qu'ils n'avaient aucune connaissance préalable du fonctionnement de la plénière (participant pour la première fois en personne). Les initiatives régionales, telles que l'initiative CABES reconnue, sont considérées comme essentielles pour permettre aux experts de contribuer plus efficacement aux évaluations et à la prise de décision.

On s'est également inquiété du fait que les experts désignés par l'Afrique ne sont pas considérés comme ceux des autres régions. Le renforcement des capacités doit se concentrer sur la préparation des PFN et des experts nationaux, y compris les jeunes, afin qu'ils puissent mieux contribuer aux rapports préliminaires et aux processus d'examen.

A3. Défis logistiques

Des obstacles pratiques, notamment des difficultés liées à une connexion Internet et à une alimentation électrique insuffisantes, en particulier pendant les périodes d'engagement en ligne, posent des défis technologiques à certains participants. En outre, certains participants ont fait état de difficultés liées à leur statut de non-membre ou d'observateur, qui les empêche de contribuer directement et individuellement au processus plénier.

B1. Améliorer l'accessibilité des politiques et l'intégration des connaissances :

Pour que les évaluations puissent entraîner un véritable changement transformateur en Afrique, les résultats doivent être facilement accessibles et exploitables par les différentes parties prenantes. Les délégués ont souligné que les rapports de synthèse à l'intention des décideurs politiques (SPM) doivent être rédigés dans un langage simple et clair. Cela est essentiel pour que les décideurs politiques qui travaillent dans plusieurs langues officielles, notamment l'anglais, le français et le portugais, puissent intégrer efficacement les résultats dans les politiques nationales. Cela est vital pour les décideurs politiques africains, qui travaillent dans plusieurs langues officielles, notamment l'anglais, le français et le portugais, ainsi que dans de nombreuses langues locales.

B2. Combler les lacunes en matière de données et de connaissances

Il convient d'intensifier les efforts visant à combler les lacunes en matière de données et de connaissances sur l'Afrique dans les futures évaluations, comme cela a été reconnu lors de la 9e session de l'IPBES. Cela implique notamment d'assurer une meilleure représentation des études de cas africaines. Parmi les domaines spécifiques identifiés comme nécessitant une attention particulière figurent la prise en compte des études de cas inadéquates et la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages, l'un des principaux facteurs de l'utilisation non durable.

B3. Intégrer des valeurs diverses

Étant donné que les espèces sauvages sont essentielles à la subsistance, à l'alimentation, à la médecine et au bien-être spirituel, il existe une forte demande pour documenter et reconnaître les recherches et les connaissances traditionnelles existantes.

Cela implique notamment la reconnaissance des droits coutumiers. Les efforts futurs de l'IPBES doivent adapter et simplifier les conclusions et garantir une représentation adéquate de la diversité de la biodiversité et des réalités socio-économiques de la région. Des mécanismes sont nécessaires pour documenter et intégrer systématiquement les connaissances autochtones et locales (ILK) dans la planification des politiques.

C1. Tirer parti des évaluations pour le développement national

Les évaluations adoptées fournissent des orientations fondées sur des données probantes qui peuvent catalyser le développement socio-économique et la prospérité à travers le continent. L'évaluation de l'utilisation durable, en particulier, est directement liée aux défis africains, tels que la gestion des ressources et la nécessité de mettre en place des politiques inclusives qui impliquent les populations locales dans la gestion des ressources. Cependant, la réalisation du plein potentiel de ces résultats dépend de la capacité à surmonter les obstacles systémiques et financiers mis en évidence dans les sous-sections A et B.

CONCLUSION

L'adoption de l'évaluation thématique lors de la 9e session de l'IPBES représente un moment crucial pour le continent. Ces évaluations fournissent des orientations fondées sur des données probantes qui sont particulièrement pertinentes, d'autant plus que la biodiversité constitue le fondement des moyens de subsistance et soutient la sécurité alimentaire de millions de personnes. L'objectif principal passe désormais de l'évaluation à la mise en œuvre de politiques solides, en fournissant des orientations sur les moyens de concilier la conservation et les priorités de développement socio-économique. La réalisation effective de la prospérité de l'Afrique dépend de la transformation des connaissances générées par l'IPBES en actions décisives.

Pour que ces connaissances aient un impact concret, il est urgent que les gouvernements prennent des mesures coordonnées afin d'intégrer pleinement les objectifs en matière de biodiversité dans la planification et les politiques nationales de développement, en adoptant une approche pangouvernementale et pansociétale.

REFERENCES

IPBES (2022). Résumé à l'intention des décideurs politiques du rapport d'évaluation thématique sur l'utilisation durable des espèces sauvages de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. Fromentin, J.M., Emery, M.R., Donaldson, J., Danner, M.C., Hallosserie, A., Kieling, D., Balachander, G., Barron, E.S., Chaudhary, R.P., Gasalla, M., Halmy, M., Hicks, C., Park, M.S., Parlee, B., Rice, J., Ticktin, T., et Tittensor, D. (éd.). Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.6425599>

Version en texte brut en français disponible ici : <https://www.ipbes.net/sustainable-use-assessment>

IPBES (2022). Résumé à l'intention des décideurs politiques du rapport d'évaluation méthodologique sur la diversité des valeurs et l'évaluation de la nature de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. Pascual, U., Balvanera, P., Christie, M., Baptiste, B., González-Jiménez, D., Anderson, C.B., Athayde, S., Barton, D.N., Chaplin-Kramer, R., Jacobs, S., Kelemen, E., Kumar, R., Lazos, E., Martin, A., Mwampamba, T.H., Nakangu, B., O'Farrell, P., Raymond, C.M., Subramanian, S.M., Termansen, M., Van Noordwijk, M., et Vatn, A. (éd.). Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.6522392>

Version en texte brut en français disponible ici : <https://www.ipbes.net/the-values-assessment>

Document préparé par : les membres de l'équipe CABES avec le soutien d'Andrew Orina, Oluwaseun Adedeji et Esther Chinweuba



IMPRINT

Center for Development Research (ZEF),
University of Bonn
Genscherallee 3,
53113 Bonn, Germany
Tel.: +49 (0) 228 73-1725
E-mail: cabes@uni-bonn.de

DONOR

Supported by:
 Federal Ministry for the Environment, Climate Action, Nature Conservation and Nuclear Safety
based on a decision of the German Bundestag



Photo credit: IISD/ENB | Diego Noguera